



NOUS AVONS ÉVITÉ LE PIRE, GAGNONS MAINTENANT LE MEILLEUR PAR LA MOBILISATION !

Toutes et tous en grève et dans les manifestations
le mardi 1er octobre 2024

MONTREUIL > 12 SEPTEMBRE 2024

L'Union fédérale des syndicats de l'État CGT se félicite de la mobilisation syndicale, associative et citoyenne qui a contribué à battre, dans la rue comme dans les urnes, l'extrême droite et ses alliés. Cette mobilisation a aussi permis d'infliger une sanction à Emmanuel Macron, confirmant ainsi l'exigence portée par les citoyen.es et le monde du travail d'une autre politique pour le pays. L'UFSE poursuivra son combat contre l'extrême droite et pour la satisfaction des revendications et exigences démocratiques exprimées par le peuple.

En refusant de nommer une Première ministre porteuse du programme du Nouveau Front Populaire, force est de constater qu'Emmanuel Macron refuse d'entendre l'expression populaire et continue sa stratégie du chaos. Ainsi, il refuse de s'attaquer à la vie chère en métropole comme en outremer et en instrumentalisant la dette publique.

Véritable déni de démocratie, la nomination de Michel Barnier, qui plus est issu des Républicains (LR) arrivés en dernière position lors des élections législatives, confirme l'existence d'une complicité avec l'extrême droite qui ne censurerait pas, à ce stade, le nouveau gouvernement. Elle confirme aussi la volonté d'aller toujours plus loin dans la mise en œuvre de politiques au service du capital, des classes sociales les plus riches, des actionnaires, des marchés financiers, des organisations patronales et plus particulièrement du Medef.

Tout montre que la Macronie prépare des projets de lois de finances et de financement de la sécurité sociale afin d'organiser une purge budgétaire d'une ampleur sans précédent avec une amputation drastique des crédits alloués aux services publics, à la Fonction publique, aux systèmes de sécurité et de protection sociales. Politique dont les conséquences seront à nouveau une dégradation de l'emploi, des conditions de travail et de son intensification dans les services.

Dans un tel contexte, il nous faut prendre les choses en main afin que de premières réponses

soient apportées à l'urgence sociale, à commencer par :

- **L'abrogation de la contre-réforme des régimes de retraite.**
- **L'augmentation des traitements, des salaires, des pensions, des retraites. Après des années de quasi-gel de la valeur du point de l'indice, l'UFSE-CGT exige sa revalorisation immédiate d'au moins 10 % et son indexation sur le taux de l'inflation. Il est de plus urgent de procéder à une refonte des grilles indiciaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine.**
- **L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.**
- **La reconquête et le développement des services publics et de la Fonction publique dont les missions doivent garantir la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux des populations. Il s'agit aussi de mettre en œuvre une nouvelle logique de développement articulant reconquête industrielle et bifurcation écologique.**
- **Des lois de finances et de financement de la sécurité sociale construites sur d'autres bases.**

C'est dans ce sens que l'UFSE-CGT appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, avec leurs organisations syndicales, pour débattre de leurs revendications et préparer la grève et les manifestations du mardi 1er octobre prochain.

D'ores et déjà, les 9 organisations syndicales de retraité.es appellent à la mobilisation le 1er octobre.

C'est aussi le 1er octobre que doivent s'ouvrir les discussions budgétaires à l'Assemblée nationale, autant de raisons d'agir pour faire sauter le verrou budgétaire.

C'est dans l'unité la plus large que l'UFSE-CGT entend agir dans les semaines et les mois qui viennent, dans le champ syndical et au-delà, avec toutes les organisations progressistes qui le soutiendront. ♦

12 SEPTEMBRE 2024